



# Cahier des indicateurs

Pour inscrire ses ambitions dans des engagements concrets et rendre compte de ses impacts, le groupe Caisse des Dépôts s'est fixé des cibles chiffrées dont il suit l'atteinte dans le temps.

**Outil de suivi et d'amélioration de la performance**, le reporting extra-financier du groupe Caisse des dépôts s'organise autour de deux axes :

• **la maîtrise des risques extra-financiers**

Sur les 27 risques identifiés, 14 ont été identifiés comme majeurs et font l'objet d'un reporting au titre de la DPEF dans le présent document et dans le rapport d'engagement sociétal pour les précisions méthodologiques. Cette DPEF fait l'objet d'une vérification par des organismes indépendants ; les indicateurs vérifiés sont signalés en gras dans les tableaux qui suivent ;

• **la contribution aux objectifs de développement durable des Nations unies (ODD)**

Avec plus de 40 engagements chiffrés validés au premier semestre 2021, le Groupe objective et suit sa contribution aux politiques publiques et son impact environnemental et social. Les principaux engagements et leur suivi sont repris dans le présent cahier.

**Méthodologie** : le périmètre inclut l'Établissement public, ainsi que toutes les filiales consolidées dont il est actionnaire de référence, ce qui inclut depuis 2021 le groupe La Poste. Les indicateurs extra-financiers sont calculés sans quote-part en sommant le nombre de contreparties ou projets financés par les différentes entités du Groupe.

**Abréviations métiers** :

BPI : Bpifrance ; BDT : Banque des Territoires ; GDA : Gestions d'actifs ; DPS : direction des politiques sociales ; LP : groupe La Poste ; LBP : La Banque Postale.




**Pour en savoir plus**

- RAPPORT D'ENGAGEMENT SOCIÉTAL
- BILAN INVESTISSEMENT RESPONSABLE
- SUIVI DU PLAN DE RELANCE SUR LE SITE INTERNET
- LA PAGE RAISON D'ÊTRE DU SITE INTERNET
- RAPPORTS RSE DES FILIALES ET PARTICIPATIONS STRATÉGIQUES

# Transition écologique

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Risques physique et de transition sur les activités opérées ou financées liés au changement climatique</li> <li>– Non-atteinte des missions du Groupe en matière de transition écologique (TEE)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Politique climat du Groupe, avec l'objet d'aligner 100% des activités sur une trajectoire à 1,5 °C</li> <li>– Politiques sectorielles du Groupe (charbon, pétrole et gaz, immobilier, transport)</li> <li>– Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité</li> <li>– Plan climat de la Banque des Territoires et de Bpifrance</li> <li>– Intégration des risques climatiques dans la gestion des risques du Groupe (cartographie d'exposition du bilan, cadre d'appétit au risque, stress tests)</li> <li>– Gammes de prêts, produits et services dédiés à la transition écologique</li> <li>– Plan d'actions Biodiversité de l'Établissement public et travaux du Groupe en cours</li> </ul>

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
<b>Financement de la TEE</b> 	<b>Montant annuel des financements en faveur de la TEE (flux en Md€) <sup>(1)</sup></b>	CDC BPI	7	8,6	10,5	40 Md€ (2020-2024) 60 Md€ (2020-2024)
		Plan climat Groupe (LP inclus)	–	4,9	7,3	
	Puissance d'énergie renouvelable financée (flux en GW) <sup>(2)</sup>	BDT BPI	2,2	1,4	0,9	8,8 GW (2020-2024)
	Nombre de logements sociaux rénovés thermiquement (flux) <sup>(3)</sup>	BDT	35 745	29 958	31 981	200 000 (2020-2024)
	Surfaces de bâtiments tertiaires publics et privés rénovés thermiquement (flux en m <sup>2</sup> ) <sup>(4)</sup>	BDT	270 000	231 727	653 125	1,5 M m <sup>2</sup> (2020-2024)
Nombre de nouvelles places dans des véhicules propres (flux) <sup>(5)</sup>	BDT Transdev	–	64 980	170 790	138 000 (2021-2025)	
Nombre de bornes de recharge financées (flux) <sup>(6)</sup>	BDT	0	2028	55 793	50 000 (2020-2024)	
<b>Décarbonation des entreprises et des portefeuilles</b> 	<b>Empreinte carbone des portefeuilles <sup>(7)</sup></b> – Actions cotées (teq CO <sub>2</sub> /k€ investi) – Obligations d'entreprises (teq CO <sub>2</sub> /k€ investi) – Immobilier de placement (kgeq CO <sub>2</sub> /m <sup>2</sup> an)	GDA	0,293	0,304	0,216	– 20% (2019-2025)
		GDA	0,119	0,11	0,101	– 20% (2019-2025)
		GDA	–	–	28	– 15% (2019-2025)
	<b>Part de contreparties ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial sur le sujet de la TEE et/ou du changement climatique (en %) <sup>(8)</sup></b>	Groupe (hors LP)	30%	32%	33%	25% d'ici à 2024
<b>Préservation de la biodiversité et des ressources naturelles</b> 	Financements des projets à impact positif sur la biodiversité et l'économie circulaire (flux en M€)	BDT	–	302	721	3 Md€ (2020-2024)
	Pourcentage de forêts labellisées FSC ou PEFC (en %)	GDA	–	100%	100%	100% dès 2020
	Surfaces concernées par des opérations de renaturation (en ha)	CDC Biodiversité	2 988	3 056	3 141	Accroître les activités permettant de restaurer la biodiversité
	Nombre d'usagers concernés par les programmes d'eau et d'assainissement financés dans l'année	BDT SFIL	–	6 514 836	6 748 753	Financer les projets en faveur de l'eau et de l'économie circulaire






■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Des montants en hausse continue au niveau du Groupe, avec une année marquée par l'acquisition de *green bonds* par les gestions d'actifs, outre le financement de projets territoriaux.  
 (2) Donnée Bpifrance non disponible.  
 (3) À noter : une accélération du montant des rénovations unitaires financées marquant une ambition croissante dans les économies générées.  
 (4) Des offres de rénovation thermique disponibles variées et en hausse pour répondre aux besoins.  
 (5) Rapide gain en maturité sur ce sujet nouveau pour l'Établissement public, avec notamment la structure dédiée Movivoit dans un contexte de forte hausse de la demande.  
 (6) Les objectifs sont dépassés grâce au succès des engagements dans les parkings résidentiels (plateforme Logivoit) et les premiers projets de déploiement territoriaux.  
 (7) Ces cibles font suite à des diminutions de respectivement déjà 47%, 69% et 23% entre 2014 et 2020, respectivement sur les portefeuilles actions, obligations d'entreprise et immobilier de placement.  
 (8) Calculé sur les portefeuilles gérés en direct. L'objectif est un engagement systématique des entreprises émissives pour l'alignement sur une trajectoire à 1,5 °C.

# Développement économique inclusif

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> <li>– Non-atteinte des missions du Groupe en matière de développement économique inclusif</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité</li> <li>– Doctrines d'intervention (BPI, BDT)</li> <li>– Charte d'investissement responsable du Groupe</li> <li>– Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement (services, réseaux, accélérateurs...) pour les entreprises, en particulier continuum d'offres dédiées pour les PME/TPE (BPI, LBP)</li> <li>– Grands plans thématiques pour les filières clés : numérique, industrie, commerce, tourisme...</li> <li>– Gammes de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les structures de l'ESS et les associations (BPI, LBP, BDT)</li> <li>– Études d'impacts socio-économiques (BDT, BPI en particulier)</li> </ul>

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
<b>PME/TPE</b> 	Montant annuel des financements et investissements en faveur des PME/TPE/ETI (en Md€) <sup>(1)</sup>	BPI	27	28	29	Bâtit un continuum d'intervention pour toutes les entreprises
		Groupe	–	–	33	
	<b>Nombre de PME/ETI/TPE soutenues financièrement (financements, investissements, garanties) dans l'année <sup>(2)</sup></b>	BPI	70 800	66 540	68 978	Bâtit un continuum d'intervention pour toutes les entreprises
	Groupe	–	–	79 240		
Nombre de nouvelles entreprises accélérées <sup>(3)</sup>	BPI	756	430	856		
<b>Innovation</b> 	Montant annuel à destination des entreprises innovantes (en Md€) <sup>(4)</sup>	BPI	1,3	3,0	4,4	2,2 Md€/an d'ici à 2024
<b>Industrie</b> 	Montant annuel à destination du secteur industriel (French Fab) (en Md€) <sup>(5)</sup>	BPI	7,3	8,2	8,7	8 Md€/an d'ici à 2024
	Nombre de projets industriels territoriaux soutenus dans l'année	BDT	–	56	73	520 d'ici à 2025
<b>Commerce</b>	Nombre de structurations de foncières territoriales financées (stock)	BDT	–	44	71	100 d'ici à 2025
<b>Économie sociale et solidaire (ESS)</b> 	Nombre d'associations et structures de l'économie sociale et solidaire (ESS) accompagnées <sup>(6)</sup>	Groupe	–	–	6 000	Accompagner le développement de l'ESS
<b>Programmes territoriaux</b>	Nombre de programmes territoriaux soutenus dans l'année <sup>(7)</sup> – Action cœur de ville (ACV) – Autres		1 383	2 181	1 736	Accompagner les projets de tous les territoires
		BDT	753	798	735	
			630	1 383	1 001	
<b>Numérique</b> 	Nombre de locaux raccordables (Fiber To the Home) financés (en millions)	BDT	2,6	4,0	6,9	8 millions d'ici à 2022, soit 55% des zones RIP
	Nombre de projets ou d'entreprises accompagnées dans le domaine du numérique	BPI	5 000	4 990	5 690	Soutenir le secteur du numérique
<b>Tourisme</b>	Montant annuel en faveur du tourisme (en Md€)	BDT BPI	–	1,4	2,4	3,6 Md€ d'ici à 2023


■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) À cette mobilisation de Bpifrance s'ajoutent les investissements de GDA et les financements de La Banque Postale.  
 (2) Hors assurances export et accompagnement non financier. Inclut les entreprises financées par Bpifrance, La Banque Postale et les gestions d'actifs.  
 (3) Redémarrage suite à l'arrêt des opérations pendant la pandémie, avec une proposition d'offre repensée plus digitalisée.  
 (4) Activité plus importante suite à la crise et à la relance. Les 4,4 milliards d'euros mobilisés en 2021 ont permis de financer plus de 7 650 entreprises innovantes.  
 (5) Activité plus importante suite à la crise et à la relance. Les 8,7 millions d'euros mobilisés en 2021 ont permis de financer plus de 12 860 entreprises du secteur de l'industrie.  
 (6) Cela inclut les entreprises financées par Bpifrance, ainsi que les structures et associations accompagnées par la Banque des Territoires et La Poste.  
 (7) Cela inclut en particulier les projets des programmes Action cœur de ville, Petite Ville de demain, Territoires d'industrie et NPNU.

# Cohésion territoriale

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Défaut d'intervention sur tous les territoires, en particulier les plus fragiles</li> <li>- Non-atteinte des missions du Groupe en matière de cohésion territoriale et habitat</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité</li> <li>- Doctrines d'intervention (BPI, BDT)</li> <li>- Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les collectivités, et plus globalement le secteur public local (prêts BDT, dispositif SFIL/LBP...)</li> <li>- Gamme de prêts et dispositifs d'accompagnement pour les bailleurs sociaux (BDT, LBP) et les ménages locataires (CDC H)</li> <li>- Maillage territorial pour l'accès au service public et l'accès aux services postaux (Espaces France Services, points d'accès physiques aux services postaux)</li> <li>- Programmes territoriaux pour les territoires les plus fragiles (BDT)</li> </ul>

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
 <b>Habitat</b>	Montant annuel des financements en faveur du logement social, intermédiaire et habitat spécifique (en Md€) <sup>(1)</sup>	BDT	11,5	10,7	11,4	1 <sup>er</sup> financeur du logement social
		Groupe	13,3	12,3	19	
	<b>Nombre de logements financés, construits ou acquis dans l'année :</b>					
	- dont logements sociaux et très sociaux <sup>(2)</sup>	BDT	93 548	86 738	93 539	
	- dont logements intermédiaires <sup>(3)</sup>	CDC H	88 464	83 388	88 078	500 000 (2020-2024)
			5 084	3 581	5 461	30 000 (2020-2024)
	Nombre de rénovations de logements sociaux financés <sup>(4)</sup>	BDT CDC H	100 522	88 250	94 998	Accélérer la rénovation du parc de bâtiments existants
	Nombre de logements gérés :					
	- dont logements sociaux		512 081	525 000	531 845	
	- dont logements d'urgence	CDC H	341 518	349 152	351 265	1 <sup>er</sup> bailleur social de France
	- dont logements étudiants et jeunes travailleurs gérés		14 945	16 190	15 784	
			24 314	23 439	25 955	
<b>Secteur public local</b>	<b>Montant annuel des financements réalisés auprès du secteur public local (en M€) <sup>(5)</sup></b>	BDT	921	1123	1 037	1 <sup>er</sup> financeur du secteur public local
		Groupe	-	-	14 250	
<b>Politique de la ville</b>	Montant des prêts dédiés à la politique de la ville (en M€) <sup>(6)</sup>	BDT	111	102	139	Soutenir les projets dans les quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)
<b>Villes durables</b>	Nombre de projets Action cœur de ville (ACV) soutenus depuis le début du programme <sup>(7)</sup>	BDT	1 383	2 181	2 916	5 000 d'ici à 2025
<b>Services publics</b>	Nombre d'Espaces France Services financés/animés par le Groupe (stock)	Groupe	490	856	1 745	2 000 d'ici à 2022
	Nombre de points d'accès physiques à des services de proximité	LP	-	-	34 653	40 000 d'ici à 2025
<b>Transport</b>	Nombre de passagers transportés annuellement sur les réseaux et véhicules opérés en France (en millions)	Transdev	-	4,1	4,25	Opérateur de transport en commun
	Nombre de centres urbains en livraison 100% propre	LP	-	-	51	225 villes en Europe dont 22 métropoles d'ici à 2025



■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Dans le Groupe, le financement des logements sociaux et intermédiaires concerne principalement la Banque des Territoires et CDC Habitat. Le métier Gestion d'actifs peut également avoir une activité ; son poids étant bien moindre, il n'est ici pas comptabilisé. Les prêts de La Banque Postale aux bailleurs sociaux ne sont ajoutés dans les chiffres Groupe qu'à compter de 2021.  
 (2) Le nombre de logements sociaux et très sociaux inclut également les habitats spécifiques (hébergement pour travailleurs, logements d'urgence...). L'intervention de la Caisse des Dépôts est tributaire du contexte, en particulier du nombre de projets agréés. Le nombre de logements agréés est inférieur aux ambitions fixées par le gouvernement (sur 2021, objectif de 120 000 agréments, contre 95 000 accordés, soit -21 %).  
 (3) On constate tout de même une hausse de près de 50 %, aussi, même si la progression se stabilise, la cible reste atteignable.  
 (4) Donnée CDC Habitat non disponible en 2020. L'historique s'explique par un contexte de taux bas, avec un nombre en légère baisse de rénovations, mais des niveaux plus ambitieux.  
 (5) Au niveau du Groupe, ajout de SFIL et de La Banque Postale.  
 (6) Projets urbains et projets portés par les collectivités locales. Ce montant, en augmentation par rapport à 2020, signe l'accélération du rythme des projets de renouvellement urbain des quartiers prioritaires.  
 (7) Nombre de projets soutenus depuis le lancement du programme en 2018 auprès des 235 villes sélectionnées.

# Cohésion sociale

Risques	Principales politiques Groupe
<ul style="list-style-type: none"> <li>- Manque de protection des personnes vulnérables, non-mise à disposition de services, solutions ou financement participant au renforcement de la cohésion sociale et à la réduction des inégalités sociales, remettant en cause la réussite projets et l'atteinte de la mission du Groupe</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Plan stratégique et plan d'action ODD du Groupe et leurs déclinaisons par entité</li> <li>- Doctrines d'intervention (BDT, BPI)</li> <li>- Conventions d'objectifs des mandats pour moderniser les politiques sociales (BDT, DPS)</li> <li>- Gammes d'offres et services à forte contribution sociale</li> </ul>

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
 <b>Formation professionnelle</b>	<b>Nombre de formations Mon Compte Formation financées (en millions) <sup>(1)</sup></b>	DPS	0,5	1,0	2,1	3 millions (2020-2022)
	Nombre d'utilisateurs du portail Mon Compte Formation (en millions)	DPS	1,6	7,2	7,5	8,4 millions d'ici à fin 2021
	Nombre de jeunes entrant en apprentissage grâce aux programmes gérés	DPS	-	21 000	40 217	Favoriser l'insertion professionnelle des jeunes
 <b>Santé et vieillissement</b>	Montant en faveur de la santé et du vieillissement (en Md€) <sup>(2)</sup>	Groupe	-	2,4	2,9	16 Md€ (2021-2025)
	Nombre de places dans les établissements pour personnes âgées (RSS, Ehpad, EHPA) financés (construits ou acquis)	Groupe (hors LP)	7 970	8 300	11 316	50 000 (2021-2025)
	Montant des investissements, financements et garanties dans les entreprises de la santé (en Md€) <sup>(3)</sup>	BPI	1,1	1,4	2,4	Soutenir les entreprises de la santé
<b>Handicap</b>	Nombre d'employeurs publics ayant demandé des aides au handicap à la CDC <sup>(4)</sup>	DPS	11 161	11 581	12 206	Favoriser l'inclusion des personnes en situation de handicap
	Nombre de visites sur la plateforme Mon Parcours Handicap (flux) <sup>(5)</sup>	DPS	-	150 000	964 691	
<b>Retraites</b>	Nombre de retraités dont la retraite est gérée par la CDC (en millions)	DPS	4,1	4,3	4,2	Gestionnaire des retraites publiques
	Nombre d'utilisateurs des portails de la direction politiques sociales (Peps' et Sara) (en millions) <sup>(6)</sup>	DPS	1,256	2,470	2,833	4,9 millions d'ici à 2025
<b>Avoirs en déshérence</b>	Montant des restitutions des consignations et dépôts spécialisés aux bénéficiaires et à l'État (en millions d'euros) <sup>(7)</sup>	BDT	-	1 383	1 214	Protéger les consignations et dépôts spécialisés et en assurer le retour aux bénéficiaires
	Nombre d'enfants protégés par les consignations (stock) <sup>(8)</sup>	DCB	-	157 277	168 177	Protéger les consignations et dépôts spécialisés et en assurer le retour aux bénéficiaires
<b>Inclusion et accessibilité bancaire</b>	Nombre de clients fragiles bénéficiant de services bancaires adaptés et d'un accompagnement (en millions)	LP	-	1,6	1,6	Agir en faveur de l'accessibilité bancaire et des clientèles financières fragiles
<b>Inclusion numérique</b>	Nombre de personnes accompagnées dans l'usage du numérique <sup>(9)</sup>	Groupe	-	250 000	463 932	Accompagner l'inclusion numérique

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Nombre de formations validées, hors annulation après validation de la formation. Le rythme de montée en charge s'explique à la baisse par le report du droit individuel à la formation en juin 2021 et à la hausse par l'impact très positif de nombreuses actions médiatiques.  
 (2) Hors mobilisation en faveur des entreprises de la santé de Bpifrance, qui s'élève en 2021 à 2,4 milliards d'euros.  
 (3) En 2021, cela représente 2 110 entreprises du secteur de la santé soutenues, soit un nombre en hausse de 15 %.  
 (4) La CDC gère le mandat du FIPHP, qui, à partir de la contribution versée par les employeurs ne respectant pas l'obligation d'emploi de 6 % de travailleurs handicapés, finance des projets en matière d'inclusion et d'accessibilité.  
 (5) Forte montée en charge du dispositif.  
 (6) Déploiement de la plateforme affiliés Ma Retraite Publique et du nouveau parcours affiliés Ircantec décalée en avril 2022, expliquant la moindre hausse que prévue.  
 (7) Cet indicateur englobe la restitution des montants en déshérence (Ciclade) et le paiement des consignations aux bénéficiaires, ainsi que la déchéance de ces dispositifs au profit de l'État pour les montants n'ayant pas fait l'objet de restitution passé la date limite.  
 (8) Il s'agit des enfants dont les revenus (rémunération d'une prestation ou allocation de rentrée pour les enfants placés) sont protégés à la Caisse des Dépôts.  
 (9) Nombre de personnes accompagnées par les conseillers numériques financés par la BDT et les différents dispositifs mis en place par le groupe La Poste.

# Finance responsable

Risques	Principales politiques Groupe
<b>Suivi insuffisant des risques financiers et extra-financiers auxquels sont exposées les filiales et participations stratégiques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Politiques transversales Groupe, dont plans d'action ODD, politique climat, Charte d'investissement responsable ou encore politique anticorruption</li> <li>– Lettres d'orientations annuelles aux entités intégrant des critères ESG</li> <li>– Dialogue et implication d'administrateurs CDC dans la gouvernance incluant les sujets ESG</li> </ul>
<b>Manque de prise en compte des critères ESG dans les décisions d'investissements et d'octroi de prêts, et dans le choix des clients, susceptible d'avoir un impact financier et extra-financier négatif et d'exposer à des risques de controverses</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Charte d'investissement responsable du Groupe et ses politiques thématiques</li> <li>– Doctrine d'intervention intégrant des objectifs de contributions sociétales (BPI, BDT)</li> <li>– Analyse ESG systématique pour les comités d'investissement</li> <li>– Comité trimestriel des controverses des entreprises cotées (GDA)</li> <li>– Intégration de critères RSE dans l'intéressement de l'Établissement public</li> <li>– Formation des collaborateurs aux enjeux DD (module ODD)</li> </ul>
<b>Manque d'engagement des entreprises sur des sujets pouvant conduire à des risques réglementaires, financiers ou de réputation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Charte d'investissement responsable du Groupe et ses politiques thématiques, notamment politique de vote et gouvernance des entreprises cotées</li> <li>– Comité trimestriel des controverses des entreprises cotées (GDA)</li> <li>– Enquêtes ESG annuelles envoyées aux sociétés de gestion (BPI, GDA)</li> </ul>

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
<b>Gestion des filiales et des participations</b>	<b>Taux de participation des représentants de la Caisse des Dépôts aux conseils d'administration des filiales et participations stratégiques cotées et non cotées<sup>(1)</sup></b>	Groupe	87 %	90 %	89 %	Maintenir un taux élevé
<b>Charte IR</b>	Part des encours d'investissement faisant l'objet d'une analyse ESG (prise de décision et suivi) (en %) <sup>(2)</sup>	Groupe	100 %	100 %	100 %	100 % des encours sous intégration ESG
	Score de déploiement des bonnes pratiques de la Charte d'investissement responsable du Groupe	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	73 %	78 %	83 %	90 % d'ici à 2024
<b>Intégration ESG</b>	<b>Taux de déploiement de la Charte IR relatif à la « prise en compte documentée des données ESG dans la décision d'investissement »<sup>(3)</sup></b>	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	70 %	89 %	91 %	
	<b>Taux de déploiement de la Charte IR relatif au « niveau et à la qualité de la collecte de l'analyse d'informations ESG »<sup>(3)</sup></b>	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	70 %	72 %	74 %	Voir cible sur la Charte IR
<b>Engagement actionnarial</b>	<b>(I et P) Taux de déploiement de la Charte IR relatif au « niveau et à la qualité du dialogue actionnarial sur des enjeux ESG »<sup>(3)</sup></b>	Groupe (BPI, GDA, PPS, BDT)	63 %	65 %	67 %	
	Part des sociétés en portefeuille (actions discrétionnaires) ayant fait l'objet d'un dialogue actionnarial (toutes thématiques ESG confondues) <sup>(4)</sup>	GDA	–	80 %	88 %	Engagement systématique des entreprises à enjeu
<b>Formation/sensibilisation à la RSE et aux ODD</b>	Part des entités ayant déployé un dispositif de sensibilisation aux ODD/à la RSE (en %) <sup>(5)</sup>	Groupe	38 %	38 %	79 %	100 % d'ici à fin 2022
	Part des entités intégrant des objectifs DD/RSE individuels et/ou collectifs dans la rémunération (en %) <sup>(6)</sup>	Groupe	–	–	64 %	Poursuivre le déploiement

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Un taux de présence distinct de 100 % ne veut pas dire que la CDC n'est pas représentée au conseil d'administration. Lorsqu'ils sont absents, les administrateurs se font en effet systématiquement représenter par un autre administrateur CDC présent. Données 2019 sans Bpifrance, SFIL et La Poste, les deux derniers n'ayant été rattachés qu'en 2020. Données 2020 sans Bpifrance et La Poste.  
 (2) Donnée hors La Poste. Le déploiement de la Charte IR est évalué pour chaque entité à partir de critères prédéfinis sur trois domaines : les engagements, leur mise en œuvre et la mobilisation des équipes, qui sont notés puis agrégés. Une note globale de 100 % signifie ainsi que les différentes équipes assurent une intégration complète de toutes les bonnes pratiques listées.  
 (3) Donnée hors La Poste.  
 (4) Le périmètre de l'indicateur porte sur les actions discrétionnaires.  
 (5) Sont comptabilisées toutes les entités ayant mis en place un dispositif de sensibilisation/formation transversale sur les sujets RSE/ODD ciblant à minima l'ensemble des collaborateurs de la filiale de premier rang.  
 (6) Cela inclut l'intégration de critères ou d'objectifs RSE/DD dans la rémunération individuelle et/ou collective.

# Éthique et conformité

Risques	Principales politiques Groupe
<b>Pratiques non éthiques (corruption, ententes illicites, conflits d'intérêts...) et/ou manque de déontologie (fraude, blanchiment de capitaux et/ou de financement du terrorisme [BC-FT], transparence fiscale, respect de la libre concurrence, transparence des activités de lobbying...) de la part des collaborateurs et/ou dirigeants du Groupe</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Charte de déontologie du Groupe et déclinaisons associées des entités</li> <li>– Politiques du Groupe : prévention et gestion des conflits d'intérêts, lutte contre la corruption et lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme (LCB-FT)</li> <li>– Dispositifs d'alertes professionnelles anonymes et protégeant le lanceur d'alerte</li> <li>– Modules associés de formation des collaborateurs</li> <li>– Dispositif de contrôle et d'audit interne du Groupe</li> </ul>
<b>Non-réponse aux attentes des parties prenantes pouvant conduire à des réclamations, des litiges, des atteintes réputationnelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Relations institutionnelles et politique partenariale</li> <li>– Médiatrice du Groupe et Charte de la médiation</li> <li>– Comités des parties prenantes, dont le comité du Groupe, présidé par le directeur général</li> </ul>
<b>Incapacité à satisfaire les clients et/ou à jouer le rôle de tiers de confiance, non-respect des engagements pris auprès des clients et/ou bénéficiaires finaux</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Médiatrice du Groupe et Charte de la médiation</li> <li>– Dispositif déontologique du Groupe incluant la loyauté en matière de relation clients</li> <li>– Dispositifs de gestion de la relation clients et enquêtes de la satisfaction des entités</li> </ul>
<b>Perte d'intégrité des systèmes d'information, défaillances dans les systèmes opérationnels, fuite de données à caractère confidentiel ou personnel</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Politique de sécurité des systèmes d'information du Groupe et dispositifs associés (tests d'intrusion, audits, contrôle, formation des collaborateurs...)</li> <li>– Réseau RGPD du Groupe</li> <li>– Politiques RGPD de chacune des entités et dispositifs associés</li> </ul>

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
<b>Éthique des affaires</b>	<b>Nombre d'alertes professionnelles reçues et traitées au cours de l'année écoulée<sup>(1)</sup></b>	CDC	6	32	25	100 % des entités avec dispositifs d'alertes et 100 % des alertes traitées
		Groupe	46	208	675	
	Part des entités ayant déployé un dispositif de formation/sensibilisation des collaborateurs (en %) <sup>(2)</sup> : – sur les sujets LCB-FT – sur les sujets de corruption	Groupe	77 %	77 %	79 %	100 % dès que possible
		CDC	54 %	69 %	79 %	
Part des collaborateurs formés sur les sujets LCB-FT dans l'année	CDC	–	–	37 %	100 % des nouveaux arrivants formés	
	CDC	–	–	75 %	100 % des nouveaux arrivants formés	
<b>Satisfaction des parties prenantes</b>	<b>Nombre de griefs et plaintes déposés contre l'entité concernant ses impacts sur l'environnement, sur la société, sur les droits de l'Homme, les sujets RH ou des pratiques de corruption<sup>(3)</sup></b>	Groupe	3	3	8	< 5
		Groupe	0	0	0	0
<b>Qualité de l'offre et satisfaction clients</b>	<b>Part des entités ayant déployé un dispositif formalisé d'évaluation de la satisfaction clients<sup>(4)</sup></b>	Groupe	82 %	73 %	64 %	100 %
		Groupe	287	999	1 999	100 % de saisines déposées instruites
<b>Sécurité des données et protection de la vie privée</b>	<b>Nombre de plaintes reçues de la Cnil pour atteinte aux données personnelles<sup>(6)</sup></b>	CDC	2	2	1	100 % de plaintes reçues et traitées
		Groupe	9	6	1	
<b>Contribution/responsabilité fiscale</b>	Contribution au budget de l'État (en milliards d'euros)	CDC	1,8	0,5	2,5	

■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.

(1) Données hors Bpifrance et Informatique CDC, incluant le groupe La Poste à partir de 2021.  
 (2) Cela inclut les entités déployant des formations présentielle ou des modules de e-learning à tous les collaborateurs exposés selon un cycle régulier ou a minima obligatoire pour les nouveaux arrivants. Donnée incluant SFIL à partir de 2020. Groupe La Poste non inclus.  
 (3) Cela inclut tous contentieux juridiques en cours (un contentieux peut donc être comptabilisé plusieurs années de suite, tant qu'il n'est pas clos) directement déposés contre l'une ou l'autre des entités du groupe Caisse des Dépôts (hors groupe La Poste) dont la direction juridique du Groupe aurait connaissance, soit a minima tout contentieux supérieur à 10 millions d'euros. Sur les 8 contentieux en cours au 31 décembre 2021, 5 correspondent à des accidents de bus de Transdev. En 2021, la direction juridique a en outre recensé 17 contentieux en matière RH, groupe La Poste non inclus.  
 (4) Cela inclut la présence d'un dispositif formalisé et régulier de mesure de la satisfaction clients ayant vocation à couvrir une section représentative de l'activité. SFIL consolidé à partir de 2020. Le groupe La Poste n'est pas encore consolidé.  
 (5) Forte hausse des saisines liées au déploiement des plateformes d'intérêt général Cielade, Mon Compte Formation, Mon Parcours Handicap.  
 (6) 2019 : données non disponibles pour CDC Biodiversité et STOA ; 2020 : données non disponibles pour STOA, rajout de SFIL ; 2021 : données non disponibles pour CDC Habitat, STOA, Bpifrance et La Poste.

# Ressources humaines

Risques	Principales politiques Groupe
<b>Défaillances dans le développement du capital humain, difficultés à attirer ou retenir les talents</b>	– Politiques et dispositifs de gestion prévisionnelle des emplois et des compétences, dont mobilité et formation des collaborateurs – Dispositifs de formation des managers – Plan d'action de transformation managériale (CDC) – Déclaration de Groupe Employeur responsable (à venir en 2022)
<b>Mauvaise qualité de dialogue social, dysfonctionnement des instances représentatives en place, détérioration du climat interne de l'entreprise</b>	– Comité mixte d'information et de concertation – Délégués syndicaux du Groupe – Accords Groupe relatifs à l'égalité professionnelle F/H, à la mobilité et à la gestion prévisionnelle des emplois et des compétences (GPEC)
<b>Discrimination à l'emploi et manque de diversité des profils, traitement inégal des collaborateurs</b>	– Politique relative à l'égalité professionnelle femmes-hommes (F-H) – Politiques globales de diversité et d'égalité des chances, dont politique relative au handicap et politique intergénérationnelle (CDC) – Réseau Groupe de promotion de la mixité et de la diversité (Alter'égales) – Réseau de référents Harcèlement mis en place au niveau du Groupe en 2022
<b>Conditions de travail menaçant l'intégrité physique et morale des collaborateurs, augmentation de la fréquence et de la gravité des accidents du travail, des risques psychosociaux et des maladies professionnelles, augmentation de l'absentéisme</b>	– Politique sociale (voir Capital humain) – Politique et accord relatifs à la qualité de vie au travail (CDC) – Enquêtes de climat social menées dans les différentes entités

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles
<b>Effectif</b>	Nombre de collaborateurs <sup>(1)</sup>	CDC	6 767	6 883	7 033	
		Groupe	125 482	120 776	365 468	
<b>Capital humain</b>	<b>Taux de turnover (en %)</b>	CDC	5%	5%	5%	
		Groupe*	20%	18%	20%	
	Part de la masse salariale consacrée à la formation (en %) <sup>(2)</sup>	CDC	4%	2,7%	4%	
		Groupe	–	2,4%	2,9%	Soutenir la formation continue des collaborateurs
<b>Taux d'accès des collaborateurs à la formation (en %) <sup>(3)</sup></b>	CDC	80%	89%	99,8%		
	Groupe*	66%	60%	76%		
<b>Dialogue social</b>	<b>Nombre d'accords signés dans l'année, dont <sup>(4)</sup> : – rémunération – conditions de travail</b>		1 148	1 210	1 229	
		Groupe*	54%	55%	55%	Assurer un dialogue social dynamique et de qualité
			18%	27%	27%	
<b>Diversité et égalité des chances</b>	Part de femmes : – dans les recrutements <sup>(4)</sup> – dans les effectifs	Groupe*	35%	38%	38%	
			39%	38%	39%	
			29%	32%	31%	Parité des comités exécutifs
	<b>– dans les comités exécutifs (ou assimilés) <sup>(5)</sup></b>					
Taux d'emploi direct de travailleurs en situation de handicap (en %) <sup>(6)</sup>	CDC	–	5,7%	5,8%	> 6%	
	Part des classes d'âge dans les recrutements (en %) : – moins de 30 ans – plus de 50 ans	Groupe*	41%	40%	40%	Favoriser l'intergénérationnel
			9%	10%	12%	
<b>Santé-sécurité, qualité de vie au travail</b>	<b>Taux d'absentéisme pour maladie (en %) <sup>(7)</sup></b>	CDC	3%	3%	3%	
		Groupe*	5%	6%	6%	Maintenir un taux bas
	Part des effectifs rattachés à une entité ayant mené une enquête de satisfaction des collaborateurs pendant l'exercice <sup>(7)</sup>	Groupe*	–	–	88%	

(1) La donnée Groupe 2021 intègre pour la première année les effectifs du groupe La Poste. ■ Indicateurs ayant fait l'objet d'une vérification externe.  
 (2) Périmètre France, moyenne calculée hors STOA et CDC Biodiversité. \* Données hors La Poste.  
 (3) Périmètre France. À partir de 2020, le taux d'accès à la formation est calculé comme suit : nombre de salariés ayant bénéficié d'au moins une action de formation/effectif moyen mensuel CDI-CDD. Donnée Groupe hors STOA, CDC Biodiversité et La Poste.  
 (4) Périmètre France, hors La Poste.  
 (5) Hors La Poste et SCET.  
 (6) Changement méthodologique entre 2019 et 2020.  
 (7) Périmètre France.

# Opérations internes

Risques	Principales politiques Groupe
<b>– Risques d'image et de réputation liés à la non-tenue des engagements pris en matière de décarbonation</b>	– Politique climat du Groupe et ses déclinaisons sectorielles – Politique de réduction de la consommation d'énergie et d'approvisionnement en énergies renouvelables des entités
<b>– Non-atteinte des missions du Groupe en matière de transition écologique</b>	– Plan de déplacement des entités – Schéma de promotion des achats publics socialement et écologiquement responsables de l'Établissement public, et politiques achats responsables propres à chaque entité

## Principales cibles et indicateurs de performance

Thématique	Indicateur	Périmètre	2019	2020	2021	Cibles	
<b>Émissions de GES</b>	Émissions de GES du fonctionnement interne (en teq CO <sub>2</sub> ) <sup>(1)</sup> :		58 641	64 148	55 612		
		– Scope 1		2 305	2 551	2 209	–46% entre 2019 et 2030 sur les émissions des scopes 1, 2 et 3 pilotable (CDC inclus)
		– Scope 2	CDC	2 109	2 377	1 763	
	– Scope 3		54 227	59 220	51 640		
		– Scopes 1, 2 et 3 pilotable		26 656	20 486	16 906	
	Émissions de GES des opérations du Groupe (en millions de teq CO <sub>2</sub> ) <sup>(2)</sup> :			–	4,809	5,181	
		– Scope 1	Groupe	–	1,821	2,187	95% des émissions couvertes par une cible de réduction alignée sur l'accord de Paris
– Scope 2			–	0,330	0,560		
– Scope 3			–	2,658	2,435		
	Part des émissions résiduelles internes compensées (en % des scopes 1, 2 et 3 pilotable) <sup>(3)</sup>	CDC	–	53%	81%	100% d'ici à 2025 sur le périmètre CDC pilotable	
		Groupe	–	50%	53%	50% dès 2020	
<b>Énergie</b>	Consommation d'énergie finale totale (en MWh)	CDC	40 759	35 397	38 641	Réduire l'intensité énergétique des activités	
	Consommation énergétique du parc immobilier d'exploitation (en kWh et/m <sup>2</sup> ) <sup>(4)</sup>	CDC	216	187	203	–10% entre 2019 et 2025	
	Part de la consommation énergétique couverte par les ENR (en %)	CDC	69%	68%	71%	75% d'ici à 2025	
<b>Eau</b>	Volume total d'eau consommé (en millions de m <sup>3</sup> )	CDC	0,088	0,060	0,057		
<b>Déchets</b>	Volume de déchets (en tonnes)	CDC	915	744	754		
	Part de déchets valorisés (recyclé, composté) (en %)	CDC	69%	62%	64%		
<b>Achats responsables</b>	Montant des achats auprès du secteur protégé (en M€) <sup>(5)</sup>	CDC	0,6	0,9	0,6		
		Groupe	–	2,02	31,98		
	Part des entités du Groupe ayant formalisé une politique achats responsables (en %) <sup>(6)</sup>	Groupe	46%	54%	57%		

(1) Calcul des émissions des activités, hors émissions des investissements et financements, comptabilisées séparément (cf. page Transition écologique). La CDC calcule la totalité de son scope 3, les émissions pilotables excluent notamment la partie estimée des achats de produits et services, les déplacements des visiteurs et les déplacements domicile-travail.  
 (2) Calcul des émissions des activités, hors émissions des investissements et financements, comptabilisées séparément (cf. page Transition écologique). Pour le Groupe, ces émissions portent sur les scopes 1 et 2, ainsi que sur les postes du scope 3 les plus significatifs au sein des entités, ces postes varient selon l'activité des entités. En 2021, 92% des émissions du Groupe sont couvertes par une cible de réduction alignée sur l'accord de Paris.  
 (3) Opérations de compensations conduites dans l'année pour les émissions de l'année précédente, le ratio est donc exprimé en pourcentage des émissions pilotables de l'année précédente.  
 (4) Hausse de 9% par rapport à 2020 s'expliquant par un effet rebond de la crise sanitaire.  
 (5) Données 2021 incluant La Poste qui n'était pas comptabilisée les années précédentes. Données Transdev, STOA, SCET, Egis et Compagnie des Alpes non disponibles.  
 (6) Politique achats responsables entendue comme tout type de document formalisé (par exemple charte, guide, schéma de promotion des achats responsables) encadrant la prise en compte de critères environnementaux et sociaux dans les processus d'achats. Intègre La Poste depuis 2021.